

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 10 (1952)
Heft: 2

Artikel: Retour au marché
Autor: Zeeland, Marcel van
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-133844>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Retour au marché

par MARCEL VAN ZEELAND,

*licencié en sciences commerciales et consulaires, docteur en droit,
docteur en sciences fiscales et financières, M. A. in Economics*

Pour l'observateur qui veut ouvrir les yeux et comprendre, l'évolution actuelle présente des aspects peut-être peu réjouissants, mais d'un intérêt certain.

Les hommes se trouvent — hélas ! — partagés en trois grands blocs idéologiques. L'expérience *soviétique* où, « dans le sang, la sueur et les larmes », se forge un capitalisme nouveau, singulièrement plus inhumain que l'autre. La réalisation *américaine* menant de front une expansion capitaliste foudroyante et un relèvement social qui s'appuie sur elle et la justifie. Enfin, la — comment dire ? — confusion *européenne* qui, faute de parvenir à se décider et agir en conséquence, en arrive à cumuler les faux contrôles totalitaires, mêlés à un collectivisme larvé et se dévorant lui-même dans un inexprimable désordre.

1. La Russie — de même que la Chine — souffrait d'une insuffisance notoire de capital. L'ancien Gouvernement tsariste avait, à cet égard, fait appel à l'étranger. Les dirigeants soviétiques en ont décidé autrement. Ce capital, qui était un handicap à leur expérience, ils le créeraient, coûte que coûte, à coups de travail. Ils disposent, à cette fin, de ressources humaines pratiquement illimitées. Et, comme le régime est, à priori, dur... Ceci est peut-être, immédiatement, abominable ; mais, en tout cas, le système est logique avec lui-même.

De même, la crise de 1930 a montré aux Etats-Unis qu'un capitalisme non social finit par se mettre lui-même en danger. Par contre, ils tiennent — avec raison — que les seules améliorations sociales *vraies parce que durables* sont bâties sur l'efficience et le rendement capitaliste. Se contenter de redistribuer ce qui existe signifie un nivellement par le bas. Redistribuer en décourageant le capital créateur, c'est, à brève échéance, tarir la source

même des richesses où puise l'amélioration sociale. Mais si, de surcroît, on décourage l'effort du travailleur et diminue ainsi son rendement, on aboutira vite à la confusion, au désordre et à la ruine universelle. Aussi, les Américains encouragent-ils, de toutes leurs forces, à *la fois* le capital (remontée des taux d'intérêts, exonérations fiscales, distribution large des dividendes) *et* le *travail* dont la rémunération est, sans doute, très haute et en accroissement constant, *mais* indissolublement liée au rendement de la production.

On ne peut malheureusement pas en dire autant de l'Europe. En fait, elle a même choisi le chemin inverse. Et c'est de là, qu'après une expérience désastreuse de faux socialisme, nous sommes bien obligés maintenant de repartir.

2. Certes, les ajustements intérieurs aux évolutions internes ou externes ont toujours été un des aspects les plus durs des lois inexorables de l'économie. Certes encore, parmi ces ajustements, les plus cruels sont ceux imposés par la guerre où, après avoir saigné, il faut encore payer et rebâtir ce que l'on a détruit. Enfin, les après-guerres d'aujourd'hui sont plus pénibles encore qu'avant. Ceci est vrai, non seulement en raison de l'étendue des conflits et de l'absence de distinction, désormais, entre militaires et civils dans une destruction généralisée, mais encore parce que, au lieu d'être dédommagés par les vaincus, ce sont les vainqueurs qui doivent voler à leur secours...

Mais, n'était-ce pas une raison de plus pour appliquer, dans cette reconstruction, les lois élémentaires de la logique — pour ne pas parler du simple bon sens ?

Ce que fait la Russie pour édifier — et l'Amérique pour nous aider à reconstruire — on aurait pu s'attendre à le voir pratiquer également dans une Europe écartelée par la guerre et qui doit panser ses plaies.

Malheureusement, un mauvais vent a soufflé chez nous qui a troublé profondément les esprits.

Jadis, il y avait des règles bien établies. Toute faute impliquait son châtement ; toute dépense devait être payée ; tout acte avait ses conséquences inéluctables.

Nous avons changé tout cela.

Les sortilèges du Dr Schacht ont donné au monde l'illusion qu'on pouvait, sans danger, faire de l'inflation monétaire : il suffit

de reprendre d'une main ce que l'autre avait donné... Puis, est venu Keynes qui souleva le rêve d'éviter les deux risques : pour l'Etat, les taux d'intérêt élevés ; pour l'ouvrier, le chômage. Enfin, Bretton Woods apportait le message tant attendu de changes à la fois fixes et qu'on n'aurait plus à défendre...

En vérité, ces espoirs étaient grands. Mais ils sont faux.

Leurs auteurs font penser à la fable de l'homme qui creuse un trou pour en boucher un autre. A la fin, il contemple sa réussite et s'en glorifie ; mais il a soin de tourner le dos au trou nouveau — afin de pouvoir l'ignorer...

3. Pour reconstruire l'Europe, il n'était pas de trop de toutes les forces, de toutes les bonnes volontés. Il s'agissait d'encourager *à la fois* la reconstitution de l'épargne avec son intégration dans des investissements nouveaux indispensables ; et les initiatives d'un *capital* preneur de risques ; et l'efficacité de *travailleurs* prêts à œuvrer, dans la joie, un instrument bien au point ainsi remis à leur disposition. Or, nous aurons réussi le tour de force impensable de décourager les trois en même temps !

L'épargne ? Conversions forcées — blocages extérieur et intérieur — dévaluations — fiscalité excessive et (*last but not least*) contrôles totalitaires, mal imités d'un hitlérisme pour la destruction duquel nous n'avons pas hésité à détruire l'Europe...

Le capital ? Après lui avoir retiré, pour des raisons fiscales, toute autorité réelle dans la direction des entreprises, nous l'avons « encouragé » par des nationalisations que les modalités ont, souvent, transformées en spoliations pures et simples. Puis, les taxes exagérées ont fini par réduire à ce point le revenu que les sociétés ont été forcées à l'auto-financement.

Enfin, le travail : accroissement de la part de sa rémunération indépendante du rendement (allocations familiales, vacances payées, soins gratuits, sécurité sociale, etc.) ; diminution de sa valeur réelle par la hausse des prix, comme en France, ou de son champ d'application par la restriction des achats, comme en Angleterre ; diminution de la marge entre la rémunération de l'ouvrier spécialisé et l'ouvrier ordinaire ; le tout lié à un accroissement dangereux du rôle de l'Etat dans sa fixation et son utilisation ; nous aurons décidément *tout fait* à la fois pour décourager le rendement et faire du salaire quelque chose d'abstrait — et de politique...

4. Si on va au fond des choses, on découvre que la cause essentielle de cette évolution réside dans une recherche — fausse — de *la sécurité*. Personne n'accepte plus le risque et chacun cherche à le rejeter sur l'autre pour, finalement, s'en faire couvrir par l'Etat-Providence. L'ouvrier n'accepte plus ni chômage, ni changements d'activité, ni ajustements de salaires. De son côté, le patronat entend être couvert contre les variations de prix, les crises de mévente, le risque de crédit et les aléas du change. Enfin, l'Etat, mis aux abois par toutes ces interventions, se réfugie dans l'artificialité du « cheap money », se refuse à encore payer le prix et évite, lui aussi, un marché de la sorte faussé dans ses règles essentielles.

Nous sommes, dès lors, en pleine artificialité. Les salaires ne répondent plus au rendement ; ils ne sont plus ajustables, sauf vers le haut. La recapitalisation, faute de se baser sur un revenu correspondant au risque, se fait en dehors du marché, par l'auto-financement, cet « auto-suicide » du régime. Finalement, l'Etat lui-même s'auto-finance, lui aussi : par les prélèvements d'une fiscalité tellement exagérée qu'elle finit par se dévorer elle-même et par une préemption autoritaire sur l'épargne reconstituée ; sans parler, en dernier recours, de l'inflation qui s'avère, décidément, l'*ultima ratio* de ce que l'on a convenu d'appeler : « les méthodes modernes de financement »...

5. Et cette « fuite devant les ajustements » se retrouve aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des marchés ; la même évolution marque leurs rapports entre eux. Là aussi, chacun refuse le risque ; plus personne n'accepte le poids des adaptations nécessaires à l'équilibre du tout.

Plus de variations du change. Le risque des crédits à l'extérieur, on s'efforcera de le faire couvrir par l'Etat. De même, depuis Schacht, la monnaie est séparée en deux tronçons : interne et externe, sans lien désormais entre les deux.

Défendre la monnaie par des restrictions de crédit est devenu une théorie périmée et il n'est plus question de déflation qui pourrait entraîner du chômage ; ni du chômage risquant des ajustements de salaires au reste sans lien avec le rendement et leur prix économique.

Cependant, il faut bien importer des matières premières pour exporter des produits finis ; et exporter pour vivre. Dès lors, un artifice en entraîne un autre dans des réactions en chaîne. Le

change, faux, se défend à coups de contrôle ; et, comme, malgré tout, ceci s'avère insuffisant : à coups de réserves qui fondent comme neige au soleil. Alors, on emprunte, on mendie, on contingente, on re-contrôle et on restreint...

Ainsi, ce qu'on a refusé d'un côté, on est bien obligé de le faire de l'autre. On ne cesse d'accroître les salaires ; mais leur pouvoir d'achat se restreint à mesure, comme en France — ou leur emploi se voit contingenté, comme en Angleterre. Et, partout, l'excès de charges sociales (directes ou indirectes avec les allocations de chômage et les subventions), les investissements et le réarmement déséquilibrent le budget et, par là, une monnaie dont le pouvoir d'achat va toujours en décroissant.

Or, a-t-on oublié que les *tout premiers* à subir les dommages de cette détérioration monétaire sont précisément les travailleurs qui restent les plus gros *créanciers de sommes* ; soit pour leur salaire, soit pour leur épargne, soit, enfin, pour leur pension ou assurances de la « Sécurité sociale » ? Ainsi, en voulant exagérer son avantage, on en arrive au résultat inverse ; on expose, en fait, ceux-là mêmes qu'en théorie, on voulait protéger.

6. Qu'on entende bien ! Ce qui est en cause ici n'est ni l'accroissement du standard de vie des masses ni leur protection. Jamais la part du travailleur dans le produit de l'entreprise ne pourrait être assez élevée ; ni ses conditions de travail assez bonnes ; ni son sort assez protégé.

Ce qui est critiqué ici, c'est le *moment* choisi pour ce faire : après la guerre, quand les réserves disparues et la reconstruction devant soi, l'ictus devait être mis sur la production et non sur la consommation ; quand tout le monde devait être appelé à faire des sacrifices. Ce qui est aussi en cause, c'est la *dimension* et surtout le *rythme* de ces avantages. Enfin, les *modalités* de plusieurs de ces mesures dont, trop souvent, les résultats finissent par se manger eux-mêmes.

On diminue la marge de rémunération entre le travailleur spécialisé et l'ouvrier ordinaire ? Diminution de rendement. On insiste pour accroître les salaires sans relation avec l'efficiencé ? Leur pouvoir d'achat fond avec la monnaie.

De même, le total des salaires *et* des charges sociales finit-il par constituer un prélèvement trop lourd sur le résultat de l'entreprise ? Une alternative : ou bien celle-ci en arrive à être *sous-capitalisée* ;

et c'est l'instrument économique mis à la disposition du travailleur qui en souffrira, avec une diminution à la fois du rendement et de la faculté de concurrence. Ou bien, au contraire, la comparaison entre le coût total de la main-d'œuvre et celui du capital est-elle démesurément en faveur de ce dernier ? L'entreprise, alors, se *surcapitalisera*, remplaçant l'homme devenu trop cher par des « usines qui tournent toutes seules »...

... Et alors ? Et ce chômage qu'on voulait éviter ?

En vérité, ce refus du risque et de l'adaptation implique, non pas une défense de la classe ouvrière dans un ensemble, mais sa discrimination en deux catégories : ceux qui sont assurés de travailler toujours à gros salaire — et les autres qui sont chômeurs et destinés à le rester sans espoir...

En fait, la part prélevée par le travail (salaires *et* charges sociales) et l'Etat (taxes, emprunts et prélèvements directs) est devenue exagérée. Privé d'un rendement suffisant, le capital se décourage et l'épargne, ou bien ne se reforme ou ne s'intègre plus suffisamment dans le cycle économique, se réfugiant dans les excès de consommation ou une thésaurisation stérile.

Alors, l'Etat intervient pour se substituer à ce capital qu'il a commencé par brimer. Et, aussitôt, de perdre le sentiment du temps et de la mesure. On veut *tout* faire et *tout de suite*. Investissements massifs *et* améliorations sociales *et* réarmement. Construire, en même temps, des usines, des maisons et des armes. Le beurre *et* les canons — sans parler des barrages...

Mais les forces humaines ont des limites. Les voies naturelles renâclent ; il faut avoir recours au « forçage », à l'artificiel. Alors, c'est le Plan contre le Marché ; la course contre la montre, la lutte contre le réel.

Car, il ne suffit pas de « fuir le marché ». Il se venge. Plus personne ne veut de la règle des prix. Ni pour le salaire du travailleur ; ni pour le rendement du capital ; ni pour l'intérêt de l'épargne ; ni pour les conditions des emprunts d'Etat — pas plus que pour la fixation du change ou les transferts de capitaux...

Résultat ? Artificialité — contrôles et étouffement avec, finalement, l'effet inverse de celui qu'on poursuivait et des maux pires que ceux qu'on voulait éviter.

La *vraie* intervention ne vise pas à supprimer le marché — mais à en adoucir les fluctuations et leurs conséquences : en les

distribuant, en les répartissant dans le temps et l'espace. Elle ne tend pas à éviter le mécanisme *indispensable* des ajustements — mais à les rendre moins pénibles. Enfin, loin de vouloir se substituer au marché, elle s'emploie à surveiller son bon fonctionnement, en évitant les à-coups et les heurts. Mais, pour cela, ses efforts doivent porter non sur les effets — mais sur les *causes* profondes...

* * *

De même en matière de transferts extérieurs. Avant 1914, les aménagements nécessaires à l'équilibre pesaient, d'une manière excessive, sur les *débiteurs* internationaux. La réaction est venue entre les deux guerres où ces derniers allaient se voir écrasés, non seulement par les droits excessifs à l'importation, mais par une baisse de prix catastrophique qui multipliait injustement le poids économique de l'endettement. Aussi le résultat ne se fit-il pas attendre : carence des débiteurs — écroulement des monnaies — blocages et clearings...

De la sorte, le jeu se trouvait simplement retourné et le poids de l'aménagement reporté, pratiquement dans sa totalité, sur le *créancier* extérieur.

Après la dernière guerre, on a voulu éviter le retour de ces excès. Dans une atmosphère de méfiance internationale, il a bien fallu se servir des « béquilles » des accords de paiements bi-latéraux. Malheureusement, on dut vite constater que, trop souvent, ces accords étaient plutôt de « non-paiement » ; parce que les bénéficiaires finissaient régulièrement par réclamer la consolidation de la dette. Alors, quand les marges de ces crédits réciproques furent épuisées, on eut recours au « bois de rallonge » des crédits et dons américains.

Finalement, mélangeant les uns et les autres, on aboutit à l'« Union Européenne des Paiements » qui, à côté de défauts graves, a des mérites certains. Le créancier reçoit, au moins, une partie de sa créance et le débiteur paie, au moins, une fraction de sa dette. Le solde est compensé par des crédits ou des dons américains, les Etats-Unis, créancier final de l'ensemble, préférant distribuer des dons payés par le contribuable que de risquer des aménagements à supporter par leur économie...

Bien que n'ayant, dès lors, évidemment ni la rigueur ni l'efficacité de l'étalon-or, le système a ainsi l'avantage de s'éloigner, au moins en partie, de l'artificialité. En outre, il substitue au régime précédent, un certain multilatéralisme. Enfin, axant ce dernier à la fois sur l'Europe et les Etats-Unis, l'U. E. P. cristallise un aspect de la future Fédération européenne dans le cadre du Pacte Atlantique.

Par contre, en mélangeant arbitrairement les bonnes et — disons — moins bonnes monnaies sur la base de taux de change irréels, le système aboutit au « nivellement par le bas » des méthodes de fausse démocratie. Ainsi se trouvent pénalisés les marchés qui ont fait un effort, au bénéfice — immoral — des autres. Par ailleurs, précisément, le caractère, dès lors, encore artificiel de cette interconvertibilité entraîne des « distorsions » dans les échanges commerciaux, tel marché se servant de son « quota » dans le système pour payer, avec sa monnaie dépréciée, des articles dont il n'a nullement besoin et qu'il revend ensuite à un autre contre monnaie forte. En outre, le système, forcément de caractère administratif, pratique des taux débiteurs qui ne peuvent pas tenir compte de la réalité des marchés avec lesquels il entre ainsi dans une concurrence déloyale. Enfin, compte tenu des conditions inégales résultant du système pour les marchés créanciers et débiteurs, chacun s'efforce, par tous moyens, de faire apparaître un débit ou, en tout cas, le moins de crédit possible aux dates de compensations...

Tout ceci n'a, toutefois, pas empêché l'E. U. P. d'avoir permis à l'économie de l'Allemagne-Ouest, par exemple, un des redressements les plus spectaculaires de l'histoire économique.

Malheureusement, à côté de ce cas où les facilités du système ont donc porté des fruits saisissants, il en est d'autres où ces dons et ces crédits partiels, encore que probablement nécessaires au début et utiles ensuite, ont eu, malgré tout, un désavantage sérieux. Un crédit est essentiellement un délai donné au débiteur pour s'attaquer aux causes de son déséquilibre. Mais, si au lieu d'utiliser ce délai pour remettre de l'ordre dans sa maison, il en profite, au contraire, pour ne rien faire, le crédit, finalement, lui aura été plus nuisible qu'utile parce qu'il n'aura pas été *forcé* d'agir par la nécessité.

Or, ou nous nous trompons, ou nous craignons bien que tel a — hélas — été le cas pour plusieurs économies européennes auxquelles

ces facilités extérieures ont permis de ne pas s'attaquer aux *causes* tant qu'on leur donnait les moyens de replâtrer les apparences — en parant aux effets...

* * *

Il est curieux de comparer, de ce point de vue, les deux derniers après-guerres. En 1920, c'étaient les hommes d'affaires qui faisaient la politique : ce fut un désastre. En 1945, au contraire, ce fut au tour des hommes politiques de vouloir faire des affaires : le résultat fut pis encore... Aussi pourquoi, grands dieux, appeler des danseurs pour construire une horloge ?

Mais ce n'est pas tout. 1918 marqua l'apogée de la domination de la monnaie sur l'économique et le social ; mais une monnaie abstraite, sorte de déesse à qui l'on sacrifiait tout, à priori. Qu'on pense à l'Angleterre et à sa déflation de 1924 ! Les prix et les bourses pouvaient crouler — l'économie s'arrêter et les usines vider leurs ouvriers en chômage dans une rue en demi-révolution. Que la livre redevienne la livre et tout devait être sauvé !

En 1945, changement à vue. Que dis-je ? L'inverse simplement. Cette fois, c'est l'économique et le social qui ont la prééminence absolue. La monnaie ? On la contrôle ; comme on contrôle tout... Malheureusement, les prix ne se laissent pas contrôler — ni les réserves. Et, on voit, bientôt, qu'il n'y a pas moyen de se passer d'une monnaie et, même, d'une *bonne* monnaie...

O expériences des hommes !

La Russie peut se payer des « expériences » : elle les solde à coup de sueurs ou de vies humaines. Elle en a tellement qu'elle n'en est décidément pas avare. Les Etats-Unis aussi, mais pour des raisons inverses : il y a tant de capital par rapport aux hommes ! On paie et on recommence, voilà tout.

Malheureusement, la pauvre Europe n'est pas dans le même cas. Elle est — comment dire ? — simplement plus équilibrée ; et c'est là, à la fois, son inexprimable richesse et sa pauvreté.

Alors ?

Plus d'« expériences » en Europe ! Nous en avons eu assez et elles ont « presque » mal tourné. À notre tour, de leur tourner le dos ; pour revenir, dans un réalisme humain, au sens de la mesure et aux méthodes classiques qui ont fait leurs preuves, même pour la défense vraie — parce que à la longue — de l'humain.

« Retour au marché » ; aux équilibreurs, à l'action prudente et modérée sur les causes selon les données saines d'une intervention qui, pour être moins universelle — et ambitieuse — n'en sera pas moins efficace ; au contraire.

Car, là encore, tout a une fin.

Argent bon marché et Plein emploi mêlés aux excès du Plan Beveridge, avaient fini par compromettre la situation d'une Angleterre dont le « leadership » financier manquait cruellement aux marchés européens. Sans parler de la désintégration de l'Empire, on en était arrivé — littéralement — à « importer du charbon à Cardiff » ; tandis que Londres, devenu un des grands débiteurs du monde, vendait des Bons du Trésor à trois mois à $7/8$ contre $1\ 1/2\ \%$ à New-York ! Bref, le monde renversé...

Il vient de se renverser à nouveau : mais, cette fois, dans la bonne direction. « Retour au marché » (dirons-nous : retour à la raison ?) : la Grande-Bretagne vient de faire, déjà, un long chemin. La première étape fut de laisser remonter les taux du long terme ; puis, de hausser l'escompte de 2 à $2\ 1/2\ \%$; puis, de diminuer la gratuité des soins médicaux, tandis qu'on rétablissait une certaine liberté dans le marché des changes au comptant et à terme. La dernière phase est toute récente : le budget qui fait des coupes sombres dans les subventions et la Banque d'Angleterre qui monte l'escompte officiel, d'un coup, à $4\ \%$!

La Grande-Bretagne pose ainsi les prolégomènes d'une évolution nouvelle qui la fait passer, du camp des jusqu'aboutistes du « cheap money » et des contrôles, aux tenants d'un certain retour aux méthodes classiques qui viennent de faire à nouveau leurs preuves dans les redressements italien, belge et hollandais, sans parler de l'Allemagne de l'Ouest.

Une évolution ? Une révolution peut-être.

Puisqu'elle est dans le sens du réalisme, saluons, en elle, l'annonce de bases, cette fois, solides d'une reconstruction économique de l'Europe qui, libérée ainsi de l'emprise collectiviste, pourra, au lieu de vivre encore de la charité américaine, reprendre, avec les Etats-Unis, des échanges normaux pour le plus grand intérêt de la dignité et de l'équilibre dans le monde.

Mars 1952.